



Partenaires

MAGAZINE 1/2025

REPORTAGE

L'école en temps de guerre

Des abris antiaériens facilitent le quotidien des élèves en Ukraine

FOCUS

**Colère, honte –
espoir, joie**

Manquer d'eau
ou en disposer
fait toute la différence



HELVETAS

Jeux d'eau insoucians

Birbir est un village dans le nord de l'Éthiopie. J'y ai fait la connaissance de Birhane Negusu et d'autres femmes, qui m'ont raconté à quel point leur vie a changé depuis qu'un point d'eau y a été construit et leur évite le long trajet jusqu'à la rivière. L'eau propre est source de bonne santé et de gain de temps – de quoi se remettre à rêver. «Nous prenons grand soin du point d'eau, car nous savons combien il est essentiel pour nous, nous a confié Birhane. Et nous disons aux enfants d'y faire très attention. Ce n'est pas un jouet.»

Ce n'est pas un jouet. Cette phrase résonne encore en moi. Quand je pense à mon enfance, je me rappelle les innombrables après-midis passés dans le bac à sable. Avec mon frère et ma sœur, nous construisions des mondes imaginaires; des maisons, des montagnes traversées par des rivières qui prenaient vie grâce à une fontaine située tout près. Je pense à toutes ces fontaines où nous nous éclaboussions en criant de joie. Mon rapport à l'eau était insouciant. Pour les habitant-es de Birbir, l'eau – qui faisait défaut ou était polluée – a longtemps été une source d'inquiétude, de colère, de honte, bref: de sentiments «désagréables». Birbir m'a fait comprendre à quel point l'eau est un sujet émotionnel. Ces émotions négatives, qui deviennent positives lorsque les personnes reçoivent une chance concrète d'améliorer leurs conditions de vie, font l'objet de la rubrique «Focus». ○



Madlaina Lippuner
Rédactrice «Partenaires»
redaktion@helvetas.org

L'égalité des chances, partout. Faites un don.



Scannez le code QR avec l'application Twint et sélectionnez un montant.

Ou faites un don via helvetas.org/fr



«Soum a soif»: depuis 2015, la commune sénégalaise n'a plus d'eau potable. À l'approche de la conférence 2024 sur le climat, des femmes manifestent pour des moyens de subsistance sûrs.

- 3 EN CLAIR
- 4 TOUR D'HORIZON

6 REPORTAGE **L'école en temps de guerre**

La journaliste Luzia Tschirky s'est rendue en Ukraine pour le compte d'Helvetas

- 20 PERSPECTIVE
«Ce sont les gens qui défendent les démocraties»
Des fondations s'engagent avec Helvetas pour une bonne gouvernance

- 22 ACTUALITÉ
- 23 Impressum
- 23 Concours

12 FOCUS **Colère, honte – espoir, joie** L'eau, source d'émotions

- 12 **«Je peux rendre visibles les problèmes»**
Entretien avec le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit humain à l'eau

- 14 **Quand les eaux se calment**
Résoudre les conflits en lien avec l'eau

- 16 **Apaiser sa soif et sa colère**
Douze questions simples pour assurer la sécurité hydrique

- 18 **Mesurer les préoccupations**
Le manque d'eau au Népal et ses conséquences

- 19 **Quand l'eau devient menace**
Le Niger manque d'eau, sauf lorsqu'il pleut trop fort

Notre vision:

Nous voulons un monde dans lequel toutes les personnes vivent dignement et en sécurité, de façon autonome et responsable face à l'environnement.



Où nous dirigeons-nous?

Par Melchior Lengsfeld

Le Bangladesh est l'un des pays dont la Suisse officielle souhaite se retirer d'ici à 2028 pour réaliser des économies sur les dépenses de la coopération internationale – malgré les succès significatifs obtenus. L'un des nombreux exemples qui illustrent l'évolution impressionnante de ce pays est la baisse de la natalité, passée de sept à deux enfants par femme. Elle est aussi l'expression de changements sociaux et économiques profonds. Helvetas travaille au Bangladesh depuis 25 ans et a suivi de près ces développements.

Pour justifier son retrait, la Suisse invoque le progrès économique du pays. Certes, si l'on s'en tient aux statistiques, le Bangladesh est aujourd'hui moins dans le besoin. Toutefois, il est aussi devenu beaucoup plus inégalitaire. Bien que des millions de personnes aient réussi à se sortir de la pauvreté, des millions d'autres vivent encore dans une pauvreté extrême. Nous le savons: la coopération suisse au développement dispose d'instruments puissants pour permettre à ces dernières d'avoir elles aussi accès à un développement économique et social plus large. Ces personnes ont le droit à des opportunités équitables qui leur donnent la possibilité de mener une vie autonome. Sans de telles opportunités, les inégalités continueront d'augmenter – comme c'est actuellement le cas dans beaucoup trop d'endroits dans le monde.

La moitié de l'augmentation des richesses de la dernière décennie est allée aux 1% les plus riches de la population mondiale. Les 99% se partagent le reste, les 50% les plus pauvres n'en profitant pratiquement pas. Avec sa fortune de 437 milliards de dollars US, Elon Musk pourrait financer la coopération suisse au développement pendant plus de 150 ans.

Les inégalités ainsi que les incertitudes et les peurs existentielles qu'elles génèrent sont un véritable poison social,

«Avec sa fortune, Elon Musk pourrait financer la coopération suisse au développement pendant plus de 150 ans.»

qui favorise les discours fondamentalistes, populistes et extrémistes. Nous voyons où cela peut mener dans nombre de nos pays partenaires. Face aux conflits et aux crises au Proche-Orient, en Ukraine, au Soudan et au Congo, face aux effets de plus en plus sévères du changement climatique, nous sommes toutes et tous confrontés à des questions fondamentales auxquelles il n'y a pas de réponses simples. Les conséquences des inégalités – le populisme et une polarisation de plus en plus forte sur le plan politique – sont aussi de plus en plus sensibles dans nos pays voisins.

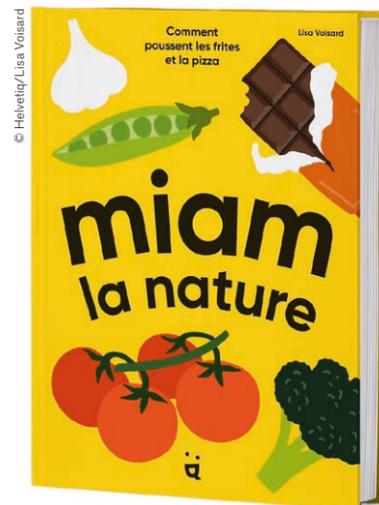
L'humanité se trouve aujourd'hui au seuil d'une époque où être du bon côté de l'Histoire redevient un enjeu. Une époque où défendre nos convictions reprend de l'importance. Chez Helvetas, nous continuerons de nous engager pour l'égalité des chances et une vie autodéterminée pour tous les êtres humains. Tout le monde doit avoir accès au progrès durable – aussi au Bangladesh. Il en va de l'intérêt des habitant-es de ce pays, de l'intérêt des habitant-es du monde entier qui ont eu des conditions de départ moins favorables dans la vie que nous, ici en Suisse, et aussi de notre propre intérêt: sans perspectives, sans paix ni stabilité mondiales, il n'y aura pas de prospérité à long terme, même en Suisse. Merci de votre soutien! ○

Melchior Lengsfeld est directeur d'Helvetas.



© Maurice K. Grüng





À LIRE

La nature dans nos assiettes

Savez-vous comment une pomme de terre se transforme en frites? Dans «miam la nature», petit-es et grand-es en apprennent plus sur la production de plus de 150 aliments qui enchantent régulièrement nos papilles. Au fil d'illustrations colorées, cet ouvrage aussi ludique qu'éducatif propose également des recettes et des activités en lien avec la nourriture et la nature tout en sensibilisant à l'écologie et au gaspillage. – INY

«miam la nature – Comment poussent les frites et la pizza». À partir de sept ans. De Lisa Voisard, Éditions Helvetiq, 2024. Environ 30 francs.

CITATION

«La démocratie et les droits humains ne peuvent être concrétisés qu'avec et à travers la volonté des gens, pas en allant à son encontre.»

Shirin Ebadi, juriste iranienne et première femme juge d'Iran, lauréate du prix Nobel de la paix 2003



REMARQUABLE

Le théâtre pour sensibiliser

Avec leurs masques, ces acteur-trices déguisé-es en moustiques de la dengue piquent l'intérêt du public! Les vrais moustiques, eux, sont bien moins inoffensifs: au Bangladesh, une personne sur 200 meurt des suites de leur piqûre. La densité des moustiques et les zones de prolifération y atteignent en ce moment leur plus haut niveau depuis cinq ans – d'où l'importance de savoir se prémunir contre la dengue, notamment à Cox's Bazar, où plus d'un million de Rohingyas vivent dans le plus grand camp de réfugié-es au monde. Le climat y est chaud et humide. Dans les camps, Helvetas fournit de l'aide humanitaire et s'occupe d'enfants qui ne peuvent pas aller à l'école en leur permettant de lier l'utile à l'agréable: par le biais de pièces de théâtre interactives, ils sensibilisent les spectateur-trices aux problèmes actuels tels que la dengue et aux manières de la prévenir. – MLJ

À VOIR

Surprenants rongeurs

Mettez-vous dans la peau d'un muscardin le temps d'une visite au Centre Nature Les Cerlatez: dans l'exposition interactive consacrée aux micromammifères, vous découvrirez ce qu'ils mangent, où ils dorment et comment favoriser leur habitat et la biodiversité. Élément marquant: un nid en forme de boule reproduit en taille géante! Ensuite, l'étang de la Gruère, tout proche, et sa tourbière vous invitent à la promenade. Cette réserve naturelle d'importance nationale fera la joie des féru-es de nature. – INY

«Petites boules de poils autour du marais. Le muscardin et ses cousins». Exposition au Centre Nature Les Cerlatez, Saingnégier, jusqu'au 26 octobre 2025. centre-cerlatez.ch



À SAVOURER

Un café fait son retour

Le Lalitpur Café BIO, précieuse spécialité de l'Himalaya, est de nouveau disponible! S'il faisait autrefois partie de l'assortiment du Fairshop d'Helvetas, il est aujourd'hui en vente dans les magasins Claro. Il est cultivé, cueilli à la main et séché au soleil par des petit-es paysan-nes au Népal, puis torréfié en Suisse. Nos papilles peuvent se réjouir, tout comme les producteur-trices: ils et elles reçoivent un prix équitable, des bourses d'école et un accès aux soins médicaux. – MLJ

Vous pouvez commander le Lalitpur Café BIO sur claro.ch.





UKRAINE

L'école en temps de guerre

Grâce au soutien d'Helvetas, des enfants ukrainiens peuvent aller à l'école enfantine et à l'école en dépit des incessantes et dangereuses attaques de l'armée russe. C'est important pour l'avenir et permet d'alléger un peu leur quotidien pendant la guerre.

Par Luzia Tschirky (texte et photos)

Deux maisonnettes recouvertes de tôle ondulée rouge se dressent derrière l'école de Novoselivka, entre des pins hauts de plusieurs mètres, sur un sol sablonneux. Il s'agit des entrées menant aux abris de l'école. Elles n'existeraient pas s'il n'y avait pas la guerre. Si la Russie ne menait pas la guerre contre l'Ukraine, les élèves ne seraient pas obligés de se mettre à l'abri pendant les alertes aériennes. Derrière des barreaux, un escalier mène sous terre. Plus l'on descend, plus les voix des enfants se font fortes. En Ukraine, les écoles doivent pouvoir mettre l'ensemble des élèves à l'abri en cas de danger. Lorsque cela n'est pas possible, l'enseignement doit être dispensé en ligne.

La directrice de l'école, Anna Pentova, franchit en premier les seuils en béton, montre le système de ventilation et la lourde porte. Pour les standards ukrainiens, la commune a investi beaucoup d'argent dans ces abris. À la fin, il n'en restait plus pour les équiper, et enseigner n'était donc pas envisageable. L'école a demandé un soutien (cf. encadré) et Helvetas est intervenue en fournissant l'équivalent de 7000 francs.

Le danger, même loin de la capitale

Nous nous trouvons dans la banlieue de Poltava, ville située à 300 kilomètres à l'est de Kyiv. À peine la porte de la voiture qui doit me conduire de la gare de Poltava à l'école de Novoselivka s'est-elle refermée derrière moi que les sirènes hurlent dans la rue. «Attention, alerte aérienne!» Même ici en province, le besoin d'abris se fait douloureusement sentir dès le début de ma visite.

Durant les premiers jours de la guerre d'agression, les soldats russes se sont enfoncés en territoire ukrainien jusqu'à 80 kilomètres au nord de Novoselivka. Aujourd'hui, la ligne de front se trouve à 180 kilomètres au nord-est du village. Les missiles et les drones russes représentent toutefois une menace dans toutes les régions d'Ukraine. Durant l'été 2024,

un missile est tombé à moins de deux kilomètres de l'école. 193 enfants sont scolarisés ici - de l'école enfantine au baccalauréat. Ils ont de la chance: une école sur cinq en Ukraine a dû fermer faute d'abris.

Le danger est passé: après une alerte aérienne, les enfants de Novoselivka quittent l'abri de protection de leur école.

L'enfance en temps de guerre

«Dans seulement trois mois, j'aurai 15 ans», m'explique Nastia Opochniane. Lorsque je lui demande comment elle se sent dans l'abri, elle répond: «Je me sens en sécurité ici. La guerre tue aussi des enfants, c'est horrible.» Ievhénia, dont le diminutif est Jénia, est assise sur ses genoux. La fillette va à l'école maternelle. Alors que Nastia se souvient encore d'une époque sans attaques russes, les enfants plus jeunes comme Jénia ne savent pas à quoi ressemble un quotidien sans guerre.





Vladyslav, le frère d'Artur, se change les idées en jouant au football. Il s'entraîne trois fois par semaine et trouve ses entraîneurs «cools». Pendant le jeu, il oublie la guerre et les dangers du quotidien.

«Les petits aiment venir vers nous quand nous sommes ici en bas», explique l'adolescente en entourant Jénia de ses bras protecteurs. Chaque fois que l'alerte aérienne se déclenche, les enfants quittent les salles de classe pour aller se réfugier dans les nouveaux locaux souterrains construits à côté de l'école. Parfois, trois fois par semaine. Ils se partagent alors une grande et une petite salle.

Artur, en neuvième comme Nastia, est assis à côté d'elle. Enveloppé dans une épaisse veste d'hiver noire, il est concentré sur ce qu'il écrit dans son cahier. C'est grâce au soutien d'Helvetas en Suisse qu'Artur peut travailler à une table, assis sur un banc, et non recroquevillé sur le sol en béton.

Ce n'est que lorsqu'il lève la tête que je remarque qu'il louche et ne peut ni ouvrir ni fermer sa main droite; ses doigts sont repliés vers l'intérieur, légèrement tordus sur la table. Je me présente brièvement

et explique pourquoi je suis ici. Artur acquiesce et raconte les premiers jours de la guerre d'agression: «Au début, j'avais très peur.»

Il souffre d'une paralysie cérébrale infantile, m'expliquera plus tard sa mère, Tétiana Lubimovska, chez elle, à la table de la cuisine. «Il n'a probablement pas reçu assez d'oxygène pendant l'accouchement.» Pour Artur, la routine est très importante, tout doit toujours se dérouler de la même manière. Les interruptions de cours pour cause d'alerte aérienne sont donc un grand défi.

Malgré cette difficulté, suivre les cours en présentiel est particulièrement important pour lui, l'aîné des deux fils de Tétiana. «Il a besoin de socialiser pour apprendre à exprimer ses sentiments. Quand on suit des cours en ligne, on est face à un ordinateur ou une tablette. Ce n'est pas la même chose.»

Si Artur doit pouvoir étudier sur place à cause de son handicap, d'autres enfants ont besoin de suivre des cours en présentiel en raison des moyens financiers limités de leurs parents. C'est le cas de Vadym Chevtchenko, huit ans: «Je n'ai pas d'ordinateur portable ni de tablette à la maison. Ma mère a reçu récemment un téléphone portable d'occasion d'un proche, mais il ne fonctionne pas très bien.»

Artur et Vadym profitent ainsi plus que d'autres de l'aménagement d'un abri et d'un enseignement régulier en classe. Cela dit, échanger avec des enfants du même âge est bénéfique pour tout le monde. Les compétences sociales ne peuvent pas s'apprendre par le biais d'un logiciel, un contact personnel direct est nécessaire. Lorsque les cours ont lieu exclusivement en ligne, il n'y a pas de récréations, pas de repas à la cantine scolaire, pas de trajet commun pour aller à l'école ou en revenir et pas d'échange aussi direct avec les enseignant-es.

«Ne pas pouvoir planifier leur vie est ce qui pèse le plus aux adultes.»

Luzia Tschirky
experte de l'Ukraine

Des années de perdu

Depuis une demi-décennie déjà, les enfants ukrainiens ne peuvent apprendre que dans des conditions difficiles et avec des interruptions. Il y a d'abord eu la pandémie de coronavirus, puis la grande invasion russe. Conséquence: des écarts croissants entre les enfants,

comme me l'explique Tétiana Senenko, l'enseignante de Vadym: «Les parents ont une très grande influence sur le niveau d'apprentissage des enfants quand il n'y a plus de cours en présentiel. En deuxième année, j'ai des élèves qui mettent quatre fois plus de temps à lire un texte que d'autres.»

Selon les chiffres de l'ONU de l'été 2024, près de 600'000 enfants ukrainiens n'ont toujours pas accès à un enseignement régulier, mais sont scolarisés en



ligne. Les effets négatifs de la guerre sur l'éducation sont eux aussi mis en évidence par des chiffres: selon l'étude PISA, en octobre de la première année de guerre, les élèves ukrainien-nes de 15 ans affichaient déjà un retard de deux ans en lecture, d'un an en calcul et de six mois en sciences par rapport aux jeunes du même âge dans d'autres pays. Depuis, cet écart s'est probablement encore creusé.

Conditions d'apprentissage difficiles

L'enseignante Tétiana Senenko s'efforce de dispenser à ses élèves de la première à la troisième année le plus de connaissances possibles. Elle se penche sur Vadym pour l'aider à faire ses devoirs. L'élève de deuxième année décrit la cave servant d'abri comme «normale», lorsque je lui pose la question. Il ajoute avoir seulement du mal à se concentrer, car c'est parfois très bruyant.

Le front plissé, il revient à ses devoirs de mathématiques. Les murs de l'abri renvoient un écho. Avec plusieurs classes de tous âges dans une même pièce, le niveau sonore est élevé. Je suis impressionnée par les efforts que Vadym et Artur déploient pour se concen-

trer sur les cours, en dépit des circonstances. La mère d'Artur est convaincue que le jeune homme de 15 ans aurait décroché depuis longtemps sans les cours en présentiel.

Poltava n'étant pas au centre de l'aide internationale en Ukraine, le soutien fourni par Helvetas est d'autant plus bienvenu. «Lorsque les meubles ont été livrés et que tout le monde a aidé à les décharger, j'ai été très surprise par la bonne qualité et les belles couleurs», raconte Tétiana, la mère d'Artur. Parfois, dans la région de Poltava, les enfants restent assis des heures dans l'abri antiaérien jusqu'à ce que l'alerte soit levée. Le matin où j'ai visité l'école, elle a duré près de deux heures et demie.

Un quotidien dicté par la guerre

Dans la maison de la famille d'Artur, il n'y a pas de cave et encore moins d'abri. Tétiana et son mari ont réalisé le rêve de leur vie en construisant leur propre logement trois ans avant le début de la guerre d'agression. «À l'époque, aucun de nous n'a pensé que nous aurions besoin d'un abri», explique Tétiana. Ne pas pouvoir planifier sa vie ni savoir combien de temps

Pour Artur, l'enseignement en présentiel est crucial pour ne pas décrocher à l'école. À côté de lui se trouve Nastia, avec Jénia sur ses genoux (à dr.). Le soutien des grand-es dans l'abri bruyant est important pour les plus jeunes.



cette guerre va encore durer est ce qui pèse le plus aux adultes. «Avant, j'avais un calendrier sur le frigo, j'y notais toujours ce que j'allais faire et quand.» Aujourd'hui, le calendrier est vide.

Vladyslav, le cadet de ses fils, court après son ballon de foot devant la maison. «Les enfants sont tout pour moi. Je ne peux pas imaginer ma vie sans eux. C'est tellement important pour moi, en tant que mère, de savoir mes enfants en sécurité dans l'abri.» Vladyslav, dix ans, se souvient encore très bien de la fois où un missile est passé au-dessus de sa tête. «Il volait si bas que j'ai pu lire le numéro inscrit dessus.» Tétiana secoue la tête: «Avant, à l'école, on apprenait aux enfants à distinguer un tracteur d'une moissonneuse. Aujourd'hui, les enfants savent distinguer les différents types de projectiles. C'est carrément de la folie.»

Entre-temps, le père est rentré du travail. Il n'a pas encore été enrôlé dans l'armée, un souci dont Tétiana et ses deux fils sont donc pour l'instant épargnés.

Soutien indirect pour les femmes

L'armée ukrainienne compte 1,3 million de soldats et de femmes soldats en cette troisième année de guerre. La majorité sont des hommes, les femmes restent donc souvent à la maison avec les enfants. Pour les mères dont le mari ou le compagnon est au combat, la peur de perdre le père de leurs enfants est

omniprésente. Le soutien d'Helvetas pour l'aménagement des abris les soulage un peu de toute cette impuissance.

Maryna Kikot est assise à côté de moi sur un tapis puzzle vert et violet qui absorbe le froid du sol. Les enfants les plus petits peuvent y jouer confortablement, même dans l'abri. Ces tapis ont eux aussi été financés par l'aide suisse. Nous sommes à Dykanka. Cette localité fait partie du patrimoine national ukrainien: l'un des plus célèbres écrivains de l'Ukraine, Nikolai Gogol, a fait sa percée littéraire avec ses nouvelles intitulées *Les Soirées du hameau près de Dykanka*.

Deux cents ans plus tard, la vie à Dykanka n'a malheureusement rien de l'idylle villageoise décrite par Gogol, mais est marquée par la guerre d'agression russe. Dans l'abri antiaérien, la fille de Maryna, Oleksandra, âgée de trois ans et demi, joue avec des voitures miniatures, un petit chien en peluche et des cubes de construction. «Lorsque la guerre a éclaté, ma fille n'avait que sept mois», raconte Maryna. Le père de la fillette est engagé dans l'armée ukrainienne depuis 2015. «Beaucoup d'hommes sont au front et les femmes travaillent. Les abris sont donc très importants, tant pour la sécurité que pour pouvoir gagner sa vie.»

De la main, la jeune femme de 33 ans écarte de son visage une longue mèche de cheveux noirs: «C'est

Oleksandra joue dans un abri de protection de l'école enfantine de Dykanka. L'aménagement, tout en couleurs, a pu être financé grâce à des dons.



aussi une question de santé psychique. Au lieu de rester seules à la maison avec nos problèmes, nous pouvons aller travailler et faire quelque chose d'utile.» Depuis que la guerre a éclaté le 24 février 2022, Maryna craint en permanence pour la vie de son mari. «Ce stress constant se répercute sur la vie de la population. Il est impossible de dire qui en souffre plus et qui moins. Je pense que tous les enfants seront traumatisés. Ceux vivant actuellement en Ukraine comme ceux qui ont quitté le pays.»

Maryna a décidé de rester en Ukraine en dépit des circonstances. Le soutien de la Suisse ne peut certes pas dissiper toutes les craintes, mais il permet aux habitantes d'essayer d'affronter les défis de la vie quotidienne par leurs propres moyens. ○



Luzia Tschirky est journaliste indépendante, auteure, podcasteuse et experte de l'Ukraine, de la Russie et du Bélarus. Elle était en reportage à Kyiv lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine et a ensuite continué de couvrir l'Ukraine pour la SRF (Schweizer Radio und Fernsehen).



Il y a du bruit et il fait froid dans l'abri, mais Vadym fait de son mieux pour apprendre la matière avec le soutien de son enseignante.



Renforcer les organisations locales

Alors que plus de 90% de l'aide humanitaire est fournie par des organisations ukrainiennes, moins de 1% d'entre elles bénéficient d'un accès direct aux fonds internationaux. C'est pourquoi Helvetas soutient, grâce à des fonds de la Chaîne du Bonheur, des petites et des moyennes organisations gérées localement en Ukraine. Ces dernières peuvent faire une demande de financement auprès d'Helvetas Ukraine pour construire ou aménager elles-mêmes des abris afin que des personnes déplacées puissent vivre plus ou moins en sécurité pendant l'hiver. D'autres organisations soutenues financièrement par Helvetas permettent à des personnes traumatisées par la guerre de recevoir un suivi psychosocial, assuré par des spécialistes locaux. Profondément enracinées dans la communauté, ces organisations connaissent le contexte et les besoins de la population et peuvent réagir en conséquence, notamment à Novoselivka et à Dykanka, où des abris de protection ont dû être construits de toute urgence pour que les enfants puissent continuer d'aller à l'école. Leur particularité est qu'elles apportent leur soutien là où personne d'autre ne le fait. Au total, Helvetas a cofinancé 125 demandes initiées localement, dont 44 en lien avec des abris, en fonction des besoins et des nécessités sur place. –RVE



FOCUS

L'EAU EST SOURCE D'ÉMOTIONS

Le manque d'eau a pour conséquence la soif et la saleté, mais il génère aussi de la colère et de la honte – ou de l'espoir et de la joie lorsqu'il est comblé. En de nombreux endroits, l'eau a une influence sur les émotions de la population, et ce de différentes manières. Vous en apprendrez plus dans ce Focus.

Pages 12–19



© Simon B. Opiaden

«Je peux rendre visibles les problèmes»

L'accès à l'eau potable est un droit humain. Le revendiquer n'est pas une question de charité, mais un devoir démocratique pour tout individu, comme le déclare Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits humains à l'eau et à l'assainissement.

Entretien: Rebecca Vermot

Une nouvelle étude de l'Eawag, l'Institut des Sciences et Technologies de l'Eau de l'EPF de Zurich, a montré que 4,4 milliards de personnes n'ont probablement pas accès à de l'eau potable sûre, soit deux fois plus qu'estimé jusqu'à présent. Êtes-vous surpris?

Pas vraiment. Cette estimation est sans doute proche de la réalité. Lors de mes voyages, je vois les gouvernements assimiler l'eau potable à l'eau du robinet, alors que celle-ci n'est pas potable en soi. De plus en plus souvent, les ressources en eau sont contaminées par des polluants toxiques comme des pesticides ou des métaux lourds provenant de l'exploitation minière ou d'industries irresponsables. Il y a aussi contamination dans les conduites faute d'une chloration suffisante ou en raison de la vétusté des infrastructures. Les villes perdent plus de 40% d'eau dans leur réseaux de distribution et tentent donc d'approvisionner la population autrement. Lorsque la pression baisse ou que l'eau est coupée, des polluants s'infiltrent aux points de fuite.

Il y a 15 ans, l'Assemblée générale de l'ONU a confirmé que l'eau et l'assainissement sont des droits humains. Pourra-t-on jamais les faire respecter?

Oui, mais pour y arriver, les gouvernements doivent repenser leurs méthodes de gestion des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques et fixer les priorités différemment. Selon l'OMS, le minimum vital pour mener une vie dé-

cente est de 50 à 100 litres d'eau par personne et par jour, soit moins de 5% de la consommation totale d'eau; aucun fleuve ne s'asséchera à cause de cela. Il suffirait donc de donner la priorité à ce droit humain pour garantir à tout le monde l'accès à l'eau, ce qui est le devoir de tout gouvernement. Pour protéger la santé publique, des lois strictes devraient interdire, sous peine de sanctions, de polluer les rivières et les nappes phréatiques. Même la pauvreté n'est pas une excuse pour mettre de côté le droit humain à l'eau.

Quels sont les résultats obtenus?

L'essentiel n'est pas atteint, mais des progrès ont été faits. De plus en plus de pays inscrivent ce droit humain dans leur constitution, mais peu adoptent des lois et des ordonnances en ce sens. Dans certains pays, comme la France, la loi interdit de couper l'eau aux familles pauvres. En Espagne, toute personne a droit à 100 litres d'eau par jour, même si elle ne peut pas la payer. L'Afrique du Sud, malgré son taux de pauvreté, est un modèle en matière de législation et de mise en œuvre. Les villes les plus en avance sont celles qui interdisent de couper l'eau aux familles en situation de précarité, comme Lyon ou Medellín en Colombie.

Quels sont les défis majeurs, et pourquoi?

Ce sont les communautés indigènes, les familles paysannes et les personnes vivant dans les quartiers périphériques pauvres des grandes villes qui rencontrent les plus grandes difficultés, surtout les femmes et les enfants. Le manque d'investissements dans les infrastructures en est la principale



© Keystone/EPA/Sashenka Gutierrez

Des milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau. Les gouvernements et les institutions n'engagent que difficilement le dialogue avec les populations concernées. Souvent, ce sont les femmes qui, jour après jour, s'investissent pour le droit humain à l'eau, ce qui leur vaut d'être criminalisées et opprimées.

raison, les pouvoirs publics ayant d'autres priorités. L'accapement des terres et de l'eau ainsi que la pollution dans les zones rurales et indigènes sont d'autres facteurs. Marginalisées politiquement et socialement, les personnes concernées ne sont pas entendues des organes de décision.

Que faites-vous pour les personnes qui vous sollicitent en raison de violations des droits humains?

Je commence par écrire au gouvernement concerné, qui a deux mois pour répondre avant que je ne rende la lettre publique. Je peux aussi aborder les reproches et formuler des propositions devant le Conseil des droits de l'homme à Genève et l'Assemblée générale de l'ONU à New York. La visibilité internationale de ces rapports et la couverture médiatique dans les pays concernés exercent sans aucun doute une pression tout en renforçant les mouvements sociaux qui défendent le droit humain à l'eau et à l'assainissement. Autrement dit, je peux rendre visibles les problèmes et soumettre des propositions et des recommandations qui sont utiles aux gouvernements, mais surtout aux populations touchées.

Que peuvent faire les ONG comme Helvetas?

Les mouvements sociaux et les ONG ont un rôle crucial à jouer. Ils peuvent renforcer la société civile et faire entendre ses préoccupations à tous les niveaux, y compris auprès des gouvernements et des institutions internationales. Ils doivent encourager le dialogue interculturel. Celui-ci constitue la clé pour comprendre

les connaissances et les pratiques traditionnelles, dont nous pouvons tirer des enseignements – tant en matière de durabilité environnementale que de gestion démocratique de biens vitaux tels que l'eau. En effet, l'eau doit être comprise et gérée comme un bien commun afin de ne laisser personne de côté.

Que peut-on faire individuellement?

Nous avons toutes et tous une responsabilité. Il est de notre devoir de participer à la gestion de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans notre ville. Nous devons exiger des personnes responsables qu'elles soient transparentes, rendent des comptes et encouragent la participation, car l'eau est un bien commun. Nous pouvons et devons en prendre soin à la maison aussi, mais le bénéfice apporté par la réparation des réseaux de distribution est bien plus important que notre contribution aux économies d'eau. Demander à nos gouvernements de respecter le droit humain à l'eau n'est pas un exercice de charité, mais une question de responsabilité démocratique. ○



© Idd

«Même la pauvreté n'est pas une excuse pour mettre de côté le droit humain à l'eau.»

Pedro Arrojo-Agudo



Quand les eaux se calment

L'eau est une préoccupation majeure à l'échelle mondiale. Considérée comme une source d'affrontements, voire de guerres, à petite ou à grande échelle, elle peut aussi servir de base de discussion et de coopération. Voici deux exemples.

Par Rebecca Vermot

Il suffit parfois de «peu» pour attiser la méfiance, ou la faire retomber. Comme dans la vallée de la Fergana, région fertile d'Asie centrale, où, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le tracé des frontières est source de tensions entre le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Dans la partie ouzbèke, le fleuve Syr-Daria alimente deux canaux qui traversent, plus loin, la frontière avec le Tadjikistan. Autrefois, des appareils mesuraient le débit de chaque côté pour assurer que l'Ouzbékistan ne pompe pas l'eau du voisin et respecte les quotas de débit convenus à l'époque soviétique. Or, ces appareils obsolètes fournissaient des résultats différents.

Il y a cinq ans, les deux pays ont discuté de leurs désaccords. Ils ont décidé de

n'installer qu'un seul appareil de mesure par canal et se sont mis d'accord sur des emplacements au Tadjikistan. Une telle démarche nécessitait une confiance mutuelle. Grâce à l'initiative suisse «Blue Peace Central Asia» (cf. encadré) et à des partenariats de longue date noués dans le cadre de projets gérés par Helvetas au Tadjikistan, le ministère tadjik concerné a demandé le soutien de la Suisse.

Des spécialistes de l'eau des deux pays ont examiné avec Helvetas les possibilités techniques de surveillance automatique du débit sur les deux sites. Un appareil de mesure du niveau d'eau que l'Ouzbékistan avait déjà utilisé a été choisi par les responsables des deux pays, la manière de partager les données en temps réel définie et les questions d'exploitation et d'entretien réglées. Helvetas a formé les personnes compétentes des deux pays.

La nouvelle technologie et le travail commun ont favorisé la coopération entre les deux États tout en renforçant la confiance mutuelle: «Nous vivons sous le même ciel et avons le même dieu, buvons l'eau de deux magnifiques fleuves, partageons notre histoire, notre culture et nos traditions. Nous pouvons résoudre nos problèmes ensemble. L'eau ne doit pas être source de discorde, elle est synonyme de vie et de prospérité», a déclaré Anvar Yakubi, représentant de la région tadjike de Sughd, lors de l'inauguration des instruments de mesure du niveau d'eau.

Quand la modernité rejoint la tradition

Dans la région de Borana, dans le sud de l'Éthiopie, les sécheresses se multiplient: à cinq reprises récemment, il n'y a pas eu de saison des pluies. Une catastrophe pour les populations et les animaux. Appelées «êlas», les sources profondes autrefois accessibles avaient été négligées, car de nouveaux systèmes d'approvisionnement avec forages et pompes manuelles étaient plus faciles d'accès et plus pratiques. Le progrès l'avait emporté sur les solutions ayant fait leurs preuves au lieu de venir les compléter.

«Il y avait des conflits entre le gouvernement et les ONG d'une part, et les autorités traditionnelles d'autre part», raconte Golo Gutu, propriétaire d'une source. «Le gouvernement a fait un nouveau forage dans une zone utilisée comme pâturage pendant la saison sèche. Des personnes se sont installées au bord de l'eau et nous ne pouvions plus faire paître nos animaux.» Il explique que les autorités ont ignoré des accords autrefois probants et que les ONG n'ont discuté de leurs projets qu'avec quelques personnes sans impliquer toutes celles concernées – jusqu'à ce que la détresse devienne trop grande.

Sur mandat de la DDC, Helvetas et d'autres ONG ont œuvré durant six ans à

«Nous vivons sous le même ciel, partageons notre histoire et notre culture. Nous pouvons résoudre nos problèmes ensemble.»

Anvar Yakubi, représentant du Tadjikistan

réunir modernité et tradition dans la région de Borana avec ses habitant·es, afin que l'eau et les pâturages soient de nouveau accessibles d'une manière qui profite à tout le monde. Le deuxième objectif était de prévenir de nouveaux conflits. Les traditionnelles «kora êla», réunions annuelles destinées à discuter de l'utilisation et de l'entretien des sources profondes, ont été rétablies. Des représentants des autorités y participent désormais – ainsi que des femmes, auparavant exclues, alors que ce sont elles qui fournissent l'eau aux familles et aux animaux les plus faibles.

Les règles d'utilisation des êlas ont été redéfinies. Le principe selon lequel la population et les animaux ont tous accès à la source reste valable, mais a été strictement réglementé: les propriétaires des sources et leurs animaux ont la priorité sur les gardiens des sources et leurs troupeaux. Les personnes chargées d'entretenir la source peuvent ensuite abreuver leurs animaux, puis les autres: plus elles habitent près, plus elles sont prioritaires. Un ordre a aussi été établi pour le bétail: les chevaux, les veaux et les vaches allaitantes passent avant les ânes et les mulets. Viennent ensuite les génisses, les moutons, les chèvres et, enfin, les chameaux.

Afin d'éviter les abus, des sanctions ont en outre été décidées: toute personne enfreignant les règles une première fois doit donner cinq têtes de bétail. La deuxième fois, elle perd l'accès à l'eau dans toute la région de Borana. «Depuis que les autorités traditionnelles ont été impliquées dans toutes les communes concernées, les choses se sont beaucoup améliorées», se réjouit Golo Gutu. ○

Avec du matériel de Jane Carter, experte en gestion communautaire des ressources naturelles chez Helvetas.

© Helvetas Éthiopie



Où paissent les animaux? Où sont les cultures? Où est l'eau? Cartographie dans la région de Borana.

La paix bleue

L'eau ne respecte pas les frontières établies par l'Histoire, si bien que 153 pays se la partagent avec un autre État. Il existe dans le monde 286 bassins fluviaux et lacustres transfrontaliers et 592 nappes phréatiques transfrontalières, qui approvisionnent 60% de la population mondiale. Le changement climatique, les besoins en électricité, la pollution, l'urbanisation et la croissance démographique intensifient la pression sur l'or bleu. Selon le Pacific Institute, chroniqueur des conflits liés à l'eau depuis 40 ans, 2023 a été une année record d'un point de vue négatif: 146 cas où l'eau a été la cause ou le déclencheur d'un conflit ont été enregistrés. Dans 193 cas, l'infrastructure hydrique a été délibérément attaquée et dans 40 cas, l'eau a été utilisée comme arme. Cependant, l'eau recèle aussi un potentiel de coopération et de dialogue. La Suisse mise sur la diplomatie de l'eau. Pour que l'eau devienne un instrument de paix et non une ressource conflictuelle, elle a lancé en 2010 la «Blue Peace Initiative», dont fait partie l'initiative régionale en Asie centrale: depuis, des plateformes de dialogue réunissent différentes parties prenantes pour prendre des décisions équitables sur les ressources communes en eau et investir dans celles-ci. Blue Peace est une composante clé de l'engagement helvétique en faveur de l'eau et du développement. Elle se définit comme un mouvement mondial croissant dont l'objectif est «d'instaurer une culture de la paix et de préserver les précieuses réserves en eau douce» tout en œuvrant pour une utilisation équitable et durable de l'eau au-delà des frontières, des secteurs et des générations. –RVE



Les canaux de la vallée de la Fergana servent à l'irrigation des deux côtés de la frontière.



Apaiser sa soif et sa colère

L'accès à l'eau se mesure généralement en chiffres: nouveaux systèmes de distribution, nombre de robinets, litres par habitant-e. Or, ces chiffres occultent des aspects importants, comme la manière dont le manque d'eau affecte la population. Heureusement que les choses changent.

Par Madlaina Lippuner

Birhane Negusu d'Éthiopie éprouvait surtout de la colère. Comme son village n'avait pas de point d'eau, elle devait aller chercher de l'eau deux fois par jour à la rivière pour sa famille; un parcours épuisant de huit heures en tout, par monts et par vaux. Cette corvée lui a, très tôt, barré le chemin de l'école: quand elle y arrivait, elle était affamée, assoiffée et fatiguée par l'effort. «Je m'endormais souvent. Mes notes n'ont cessé de baisser et j'ai dû quitter l'école à un moment donné. Les enfants qui n'avaient pas besoin d'aller chercher de l'eau pouvaient terminer l'école primaire. Cela me mettait souvent en colère», se souvient Birhane.

En outre, Birhane avait peur, chaque jour. Son premier trajet à la rivière, elle l'effectuait toujours avant l'aube. En cours de route, elle, d'autres enfants et des femmes allant aussi chercher de l'eau rencontraient des serpents venimeux

et des chiens errants. «Nous avions très peur d'être attaqués», raconte la jeune femme, aujourd'hui âgée de 29 ans. Elle craignait aussi les voleurs et les agressions sexuelles, non sans raison.

Birhane était aussi inquiète: l'eau de la rivière était sale, elle et sa famille tombaient souvent malades, ce qui occasionnait de fortes dépenses pour des médicaments ou des visites médicales. «En cas de maladie, c'était manger ou aller chez le médecin; notre modeste revenu ne suffisait pas pour les deux.» La honte s'ajoutait à l'inquiétude, car elle ne pouvait pas se laver correctement avec l'eau sale, n'était donc jamais vraiment propre et avait des éruptions cutanées.

Sous le radar

Les sentiments relatés par Birhane Negusu et maintes autres personnes dans le monde par manque d'accès à l'eau potable n'ont longtemps figuré dans aucune statistique. Pourtant, ils sont présents

en permanence dans le quotidien des personnes concernées. Ces expériences fournissent donc des indications importantes sur l'ampleur réelle de l'insécurité hydrique. En effet, celle-ci n'est pas toujours aussi évidente que dans le cas de Birhane, où un point d'eau au village faisait tout simplement défaut.

Dans le cadre d'une étude de l'Université Northwest (Illinois, États-Unis) par exemple, une Kényane raconte qu'il y a bien un point d'eau là où elle habite, mais que ses beaux-parents ne lui permettent pas de l'utiliser. Enceinte de neuf mois, elle devait marcher jusqu'à la rivière et ramener pour elle de lourds bidons d'eau.

Aucun comptage de robinets, aucune statistique sur la disponibilité de l'eau par habitant-e ni aucun satellite ou autre instrument de mesure ne recense de tels sentiments et expériences. Il est d'autant plus important de les recueillir pour déterminer si l'eau est effectivement accessible à tous les membres d'un ménage, à tous les sexes, à tous les âges, à toutes les classes sociales – et ce en toutes saisons. Ces informations supplémentaires permettent un meilleur ciblage des mesures en matière d'eau et d'hygiène dans les villages. Elles révèlent les sujets dont doit parler une communauté villageoise ainsi que les mesures requises pour que tout le monde ait accès à l'eau.

Mettre en évidence ce qui est caché

Helvetas utilise un questionnaire* (cf. p. 18) qui met en lumière ces expériences personnelles liées à la présence, ou à l'absence, d'eau. Il a été élaboré par une équipe interdisciplinaire de l'Université Northwest.

En posant 12 questions simples, le personnel d'Helvetas incite les villageois-es à réfléchir à leurs expériences liées à l'eau: combien de fois au cours des



Disposer d'eau potable à proximité de leur foyer évite aux femmes de devoir se rendre à la rivière.

quatre dernières semaines vous êtes-vous inquiété-e de ne pas avoir assez d'eau pour vos besoins quotidiens? Combien de fois n'avez-vous pas pu laver vos vêtements par manque d'eau? Combien de fois vous êtes-vous couché-e en ayant soif au cours des quatre dernières semaines? Combien de fois avez-vous dû modifier vos menus par manque d'eau pour cuisiner? Combien de fois vous êtes-vous senti-e honteux-euse ou exclu-e parce que vous ne pouviez pas vous laver correctement?

Helvetas a utilisé ce questionnaire pour la première fois en 2021 au Népal. 71% des personnes interrogées ont indiqué être très préoccupées par le fait de ne pas toujours avoir accès à suffisamment d'eau. La même année, Helvetas et d'autres organisations ont veillé à l'installation de raccordements à l'eau. Lors de l'enquête suivante, en 2023, seuls 15% des personnes interrogées se disaient encore préoccupées par l'eau.

La sécurité hydrique, partout

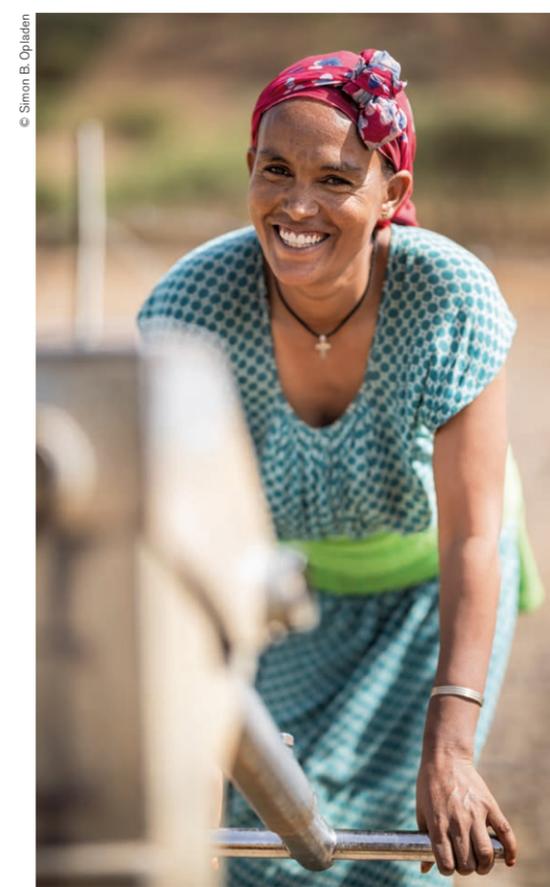
Aujourd'hui, plus de 100 organisations dans 60 pays utilisent ce questionnaire, qu'Helvetas continue d'améliorer avec l'université américaine et huit ONG suisses. À l'avenir, il devra aussi refléter les expériences de personnes travaillant dans des écoles et des établissements de

santé ou d'élèves et de patientes. Une image encore plus complète de l'accès à l'eau, de la sécurité hydrique – et désormais aussi des installations sanitaires et de l'hygiène – sera ainsi obtenue.

Pour Birhane Negusu, la situation s'est améliorée. Un point d'eau a été construit dans son village, près de sa maison. Les huit heures qu'elle consacrait auparavant à aller chercher de l'eau sont aujourd'hui utilisées pour aider son mari aux champs, être présente pour ses enfants, se reposer et étudier. Depuis l'année dernière, elle termine sa scolarité par correspondance. La colère, la peur, l'inquiétude et la honte ont disparu. Aujourd'hui, elle ressent de la gratitude, car elle et sa famille peuvent boire de l'eau propre et saine, du soulagement, car le chemin dangereux jusqu'à la rivière appartient au passé, et le bonheur de pouvoir recommencer à étudier. ○

* Household Water Insecurity Experience Scale (HWISE).

Les soucis et l'inquiétude liés à l'eau font partie du passé: Birhane Negusu d'Éthiopie peut désormais envisager l'avenir avec plus d'optimisme.



Un nouvel élan: Birhane peut enfin rattraper son retard scolaire et a du temps pour faire d'autres choses – notamment se reposer.



Un baromètre des préoccupations révélateur

Vous endormez-vous assoiffé-e? Avez-vous honte en vous lavant? Ou peur de boire de l'eau? Depuis 2021, Helvetas Népal pose ces questions aux personnes concernées avant chaque projet lié à l'eau. Madan Bhatta d'Helvetas Népal se réjouit du succès obtenu.

Entretien: Madlaina Lippuner

Madan Bhatta, quelles conclusions des enquêtes vous ont le plus surpris?

Une des questions s'intéresse à la fréquence du sentiment d'inquiétude lié à l'eau. Le pourcentage d'inquiétude élevé, à savoir 71% des personnes interrogées, nous a beaucoup surpris. Même lorsqu'il y avait assez d'eau à boire, il en manquait pour se laver correctement, ce qui générerait un sentiment de honte chez beaucoup de personnes.

Que faites-vous de ces conclusions?

Les réponses montrent clairement dans quelles régions du Népal, à quelle saison et dans quels domaines de la vie les problèmes sont les plus aigus, et donc ce que nous devons examiner de plus près. Les résultats peuvent ensuite être discutés avec les personnes interrogées, d'autres villageois-es, mais aussi les administrations communales chargées de l'approvisionnement en eau, ce qui permet de planifier des mesures très ciblées. Les personnes concernées peuvent en outre confronter les responsables avec les résultats afin d'obtenir une amélioration de leur situation.

Où le bât blesse-t-il le plus? Quelles sont les mesures pour y remédier?

La mousson sévit ici à la fin de l'été. Les fortes pluies provoquent des glissements de terrain pouvant endommager les systèmes de distribution d'eau et perturber l'approvisionnement. Certains systèmes, obsolètes, ne fournissent de l'eau que la nuit, quand tout le monde dort, et doivent être réparés. Certaines personnes n'ont le droit d'aller chercher de l'eau que l'après-midi, ce qui les inquiète parce que c'est le moment où elles travaillent. Dans ce cas, les heures d'approvisionnement

doivent être réglementées. D'autres se plaignent de la longueur du trajet jusqu'au point d'eau ou, pire, jusqu'à la rivière, faute de raccordements. Toutes ces raisons impliquent différentes mesures. Nous soutenons les communes et les autorités pour qu'elles puissent planifier et mettre en œuvre ces mesures de manière autonome.

Existe-t-il aussi des aspects culturels?

Oui. Même si le système des castes a été officiellement aboli au Népal, l'idée de groupes ethniques bénéficiant de privilèges persiste chez beaucoup. Dans certaines régions, par exemple, les dalits, les «intouchables», se voient encore refuser le droit d'aller chercher de l'eau au point d'eau. Parfois, il existe des pra-

tiques culturelles et des tabous autour des menstruations qui déterminent si et comment les femmes ont accès à l'eau et aux installations sanitaires. Pour améliorer cette situation, nous aménageons des raccordements à l'eau à proximité des maisons. Lors des réunions, nous sensibilisons la population locale à l'importance de l'hygiène, mais aussi à celle de l'inclusion des dalits et des femmes. Venir à bout de tels schémas figés prend du temps. Mais, alors que 71% des personnes interrogées se disaient autrefois préoccupées par l'eau, elles ne sont plus que 15% deux ans plus tard: une belle réussite! O

Madan R. Bhatta est chargé du programme de gestion intégrée des ressources en eau (IWRM) chez Helvetas Népal.



«Les réponses montrent clairement où le bât blesse.»

Madan R. Bhatta (à dr.)

Lorsque l'eau devient une menace

Au Niger, pays aride du Sahel où l'eau manque, les fortes précipitations se font plus fréquentes. Le sol asséché n'arrive souvent pas à absorber les quantités d'eau. Souradji Harouna d'Helvetas a perdu sa maison dans les récentes inondations.

Par Laoualy Yahouza

«La pluie a ravagé toute la ville, y compris ma maison», raconte Souradji Harouna d'Helvetas au Niger. Il parle de la ville de Maradi, qui se trouve dans le sud du pays, près de la frontière avec le Nigeria. En plus de la capitale Niamey, Maradi est considérée comme le centre économique de ce pays du Sahel. Elle compte environ 500'000 habitant-es. Des trombes d'eau se sont abattues sur une ville insuffisamment drainée. «Les routes ont très vite été inondées, les maisons remplies d'eau. C'était le déluge total; la population était piégée, il s'agissait de sauver sa vie.»

Un vendredi, le Goulbi de Maradi – la rivière Maradi qui borde la ville – a quitté son lit, comme en 1945, année où il avait complètement dévasté la ville. Depuis, il n'avait plus jamais plu aussi fort selon Souradji. «J'ai demandé aux personnes âgées si elles se souvenaient d'un tel événement», raconte-t-il. Et d'ajouter que personne à Maradi ni dans les environs n'a pu répondre par l'affirmative.

Près de 30'000 foyers et 240'000 personnes à Maradi et dans ses environs ont perdu tous leurs biens; 94 personnes sont mortes. À l'échelle du pays, 842'000 personnes ont été touchées. Selon les statistiques, il s'agissait des pires inondations de ces 50 dernières années au Niger.

Souradji partage une vidéo, filmée depuis sa maison aux portes métalliques bleues, avant qu'elle ne s'effondre. Une voiture est poussée contre un arbre par les masses d'eau déchaînées; la personne encore à l'intérieur ne peut pas en sortir. Soudain, une armoire flotte dans la rue. Un enfant paniqué crie, appelant sa mère.

«Les gens sont traumatisés. Tu sais, ici, on croit encore à la fin du monde. Ce jour-là, les gens l'ont vue venir.» Lorsque Souradji commence à parler de l'entraide dans la population, le ton de sa voix



Lors des dernières inondations au Niger, près d'un million de personnes ont tout perdu.

change. «En cas de crise, ici, on s'entraide. Les voisins se précipitent pour te secourir, te soutenir et t'hébergent jusqu'à ce que tu trouves des proches pour t'accueillir.»

Souradji évoque aussi les écoles qui ont été ouvertes au pied levé pour celles et ceux qui avaient perdu leur maison et les latrines que le gouvernement a rapidement installées. En collaboration avec la DDC, Helvetas a pu distribuer du matériel d'hygiène en très peu de temps: comprimés de purification de l'eau, savon, seaux, bidons d'eau, mais aussi des nattes, des moustiquaires et des couvertures pour plus de 24'000 personnes.

La meilleure aide reste toutefois la prévention. Travaillant dans le pays depuis douze ans, Helvetas soutient le gouvernement dans la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement (cf. p. 12), ce qui permet de réduire les conflits entre éleveur-euses et agriculteur-trices. Autre objectif: protéger les ressources en eau existantes contre l'exploitation et la

pollution et mettre en place un système d'alerte précoce. En effet, les fortes pluies se multiplient. «Avant chaque saison des pluies, les gens oscillent entre l'espoir, car ils peuvent de nouveau cultiver leurs champs, et l'angoisse, car la pluie peut tout leur prendre.» O

Laoualy Yahouza est représentant d'Helvetas au Niger.
Rédaction: Rebecca Vermot

POINT FINAL

Fuites d'eau

En Suisse, le système des conduites d'eau est si long qu'il pourrait faire deux fois le tour de la Terre. Toutefois, 12% de l'eau potable est perdue parce qu'il est en mauvais état. En Allemagne, les pertes d'eau sont légèrement inférieures, tandis qu'en Italie, elles sont trois fois plus élevées. -RVE



«Ce sont les gens qui défendent les démocraties»

Les démocraties s'affaiblissent. Les coups d'État en Afrique et en Asie, mais aussi les évolutions en Europe et aux États-Unis, en témoignent. Pour être fortes, les démocraties ont besoin d'une société civile active. Encourager cette dernière et lui fournir les outils nécessaires est l'un des devoirs de la coopération au développement.



Au Honduras et au Guatemala, Helvetas soutient des femmes dans leur rôle de dirigeantes locales.

Par Rebecca Vermot

En 2023, le monde comptait 88 démocraties pour 91 autocraties. 71% de la population mondiale vit dans ces dernières. Il y a dix ans, ce pourcentage n'était que de 45%, selon le rapport sur la démocratie de l'Institut V-dem de l'Université de Göteborg. D'après les expertes, 42 autres pays prennent actuellement le chemin de l'autocratie. Les élections y sont donc moins libres et moins équitables, la liberté d'expression et de réunion limitée. Une

tendance que les expertes observent depuis 20 ans.

«Les démocraties libérales fortes ne se limitent pas aux élections. Elles prennent leur source à la base et reposent sur une société civile active, à même de revendiquer ses droits», explique Remo Gesù, longtemps responsable des programmes internationaux chez Helvetas. Elles ne peuvent se maintenir à long terme que si l'État, l'économie et la société civile ont la possibilité de participer aux débats publics sur un pied d'égalité.

Cependant, même dans les pays où la participation de la société civile n'est plus souhaitée, garantie ou même possible, des citoyen·nes se battent courageusement pour défendre leurs droits. Ce sont ces personnes que la coopération au développement réunit pour développer des instruments et des méthodes leur permettant de faire entendre leur voix auprès des autorités compétentes. Lorsque des hommes, des femmes, des personnes avec un handicap ou une maladie, des personnes aux orientations sexuelles diverses, des jeunes et des moins jeunes apprennent à faire valoir leurs revendications dans le cadre des processus politiques, des structures démocratiques voient le jour, même dans des pays autocratiques.

Parallèlement, des ONG comme Helvetas collaborent avec des représentant·es des autorités afin que celles-ci prennent connaissance des demandes de la population, les priorisent et les mettent en œuvre. Il s'agit le plus souvent de services de base comme des écoles et des services de santé, l'approvisionnement en eau et l'élimination des déchets, mais aussi d'infrastructures comme les routes. «C'est ce genre de travail de base qui change durablement la manière dont les communautés, la société civile et les représentant·es des gouvernements pensent, agissent et interagissent», explique Remo Gesù.

Tout le monde en profite

Afin de poursuivre son engagement en faveur d'une gouvernance locale et d'une bonne gouvernance – dite «good governance» dans le jargon de la coopération au développement – Helvetas a lancé, en 2022, le programme «Moving Governance». Du Guatemala à l'Éthiopie, en passant par le Népal, la Tanzanie, le

Bangladesh et la Bolivie, des projets sont mis en œuvre dans neuf pays pour permettre aux femmes de devenir économiquement indépendantes, aider les pays à se décentraliser ou à améliorer la sécurité alimentaire ou la résilience climatique des villes. Il s'agit de projets qui renforcent les organisations de la société civile pour leur permettre de trouver le courage et les moyens de défendre leurs intérêts, comme la protection de l'environnement ou les droits des personnes LGBTQIA.

«Les projets du programme Moving Governance renforcent la base», explique Giacomo Ghielmi, directeur de la Fondation Assistance Internationale FAI, l'une des trois fondations qui soutiennent généralement le programme. «Ce sont les citoyen·nes qui doivent défendre la démocratie et les espaces de liberté.»

Selon Giacomo Ghielmi, une bonne gouvernance signifie informer les citoyen·nes de leurs droits et des possibilités démocratiques, et les impliquer. «La participation est le moteur de toute

gouvernance», explique-t-il. Pour lui, ce sont surtout les jeunes et les femmes qui doivent prendre leur place dans la sphère publique et être formés et encouragés en ce sens. «Mais cela n'est durable que si tous les niveaux politiques sont impliqués et que les gouvernements et parlements locaux suivent le mouvement», ajoute Federica Dennerlein, experte en gouvernance à la FAI.

«Sans une bonne gouvernance, même les meilleurs projets restent de l'ordre de l'action épisodique.»

Federica Dennerlein,
experte en gouvernance, FAI

Les approches et les instruments étant différents en fonction du pays et du contexte, Helvetas encourage l'échange

entre les pays et les équipes de projet du programme Moving Governance: les bonnes expériences faites au Bhoutan peuvent être utiles au Guatemala. Les éventuelles erreurs commises en Tanzanie ne doivent pas être répétées au Bangladesh. Les fondations qui financent le projet apprécient cette plateforme et participent parfois aux rencontres.

L'engagement en faveur d'une bonne gouvernance est souvent invisible et «peu photogénique», comme l'indique Federica Dennerlein. Elle regrette que peu de fondations se lancent dans de tels projets tout en reconnaissant que ces derniers sont ambitieux. «Mais soyons honnêtes, conclut-elle, pour que la coopération au développement soit efficace, une bonne gouvernance est nécessaire, sinon même les meilleurs projets restent de l'ordre de l'action épisodique.»

Votre succession, votre impact

LAISSER QUELQUE CHOSE QUI A DU SENS

Séance d'information à Lausanne

Quel impact souhaitez-vous avoir avec votre héritage? Dans notre séance d'information, vous apprendrez comment régler votre succession de manière ordonnée tout en transformant durablement des vies.

Lieu et date:

Lausanne, jeudi 22 mai, 16 h 00

Le nombre de places est limité.

Inscription sur helvetas.org/evenements-legs
Nous nous réjouissons de vous accueillir!

Thématiques de l'événement:

«Renforcer les petites paysan·nes, protéger la forêt tropicale»

Melchior Lengsfeld (Helvetas) et Thomas Vellacott (WWF Suisse) partageront leurs impressions de ce projet commun à Madagascar tout en montrant l'impact concret des dons et des legs.

Droit successoral et testament

Deux spécialistes présenteront des informations pratiques sur la planification de la succession et répondront à toutes vos questions.



MÉTÉO DU DÉVELOPPEMENT



Onéreuse crise climatique

Le réassureur Swiss Re évalue le coût économique des inondations et des cyclones en 2024 à 310 milliards de dollars US, le montant des dommages assurés étant de 135 milliards. À titre de comparaison: ces coûts excèdent le PIB de la Finlande ou du Portugal. Prendre des mesures d'adaptation au réchauffement reviendrait moins cher, le stopper serait encore plus utile. -RVE



Contre la pauvreté

Au Brésil, 8,7 millions d'habitantes se sont sorties de la pauvreté en un an grâce à de meilleurs salaires et à des programmes sociaux. 59 millions vivent encore dans la pauvreté, et 9,5 millions dans l'extrême pauvreté. Dans le cadre du G20, le président Lula a lancé l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté, déclarant que celles-ci n'étaient pas le résultat de pénuries ou de phénomènes naturels, mais de décisions politiques. -RVE



Les abeilles aiment le photovoltaïque

Les champs de panneaux solaires sur d'anciens terrains agricoles accueillent de nombreux êtres vivants. Une étude de chercheuses américaines a montré que la diversité des fleurs et des insectes ne cesse d'augmenter: en cinq ans, le nombre d'insectes a triplé et celui des abeilles mellifères indigènes a été multiplié par vingt. Les champs voisins sont devenus plus productifs grâce aux pollinisateurs. -RVE

Responsabilité des multinationales, acte II

Une large alliance formée par la société civile, le secteur privé et des politicien·nes a lancé, le 7 janvier 2025, une nouvelle initiative pour des multinationales responsables. Explication.



Au Pérou, la population indigène autour d'une mine en possession suisse se bat pour ses terres.

En novembre 2020, la majorité des électrices suisses a dit oui à l'initiative pour des multinationales responsables, mais le texte a échoué à la majorité des cantons. Le Conseil fédéral a alors étendu l'obligation de rendre des comptes en matière d'environnement et de droits humains, une démarche restée sans effet. Seul encouragement: le gouvernement a promis de se concerter avec l'étranger pour une réglementation plus stricte.

En mai 2024, le Parlement européen a adopté une nouvelle directive sur la chaîne d'approvisionnement qui s'appliquera bientôt à tous les pays de l'UE. Elle oblige les grandes entreprises européennes à veiller à ne pas violer les droits humains et à ne pas polluer l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Elles seront par ailleurs tenues de réduire leurs émissions nocives pour le climat en accord avec les objectifs climatiques convenus au niveau international.

Un message clair de la population

Le débat n'avancant que péniblement en Suisse, la nouvelle initiative pour des multinationales responsables a été lancée en début d'année. Largement inspirée de la directive européenne, elle exclut notamment les PME de la réglementation. Toutefois, contrairement à ce que prévoit l'UE, seules les filiales seront res-

ponsables en cas d'infraction, et non les fournisseurs. En ce qui concerne la clause climatique, le texte de l'initiative autorise par ailleurs des exceptions pour les entreprises dont les émissions sont faibles.

Pulvérisant tous les records, l'initiative a réuni plus de 180'000 signatures en 14 jours – un message clair à l'intention du Conseil fédéral et du Parlement. -PBE

Pour en savoir plus:
responsabilite-multinationales.ch

Position d'Helvetas

Si la majorité des entreprises respectent les normes environnementales et les droits humains, un petit nombre de multinationales les bafouent – au détriment du climat, des populations locales et de l'environnement. Afin que toutes les entreprises soient soumises aux mêmes règles, Helvetas dit oui à la nouvelle initiative pour des multinationales responsables. Helvetas collabore depuis des années avec des entreprises, à condition qu'elles respectent les normes nationales et internationales pour contribuer de manière décisive au développement durable (Agenda 2030). -RVE

Nouvelle stratégie

Dans sa nouvelle Stratégie 2025–28, Helvetas affine le focus de ses activités dans un monde de plus en plus incertain: nous intégrerons davantage la résilience climatique dans tous nos projets, car les retombées du changement climatique menacent les moyens de subsistance. Le travail dans les villes deviendra plus important, car elles sont en pleine croissance – tout comme la pauvreté à leurs périphéries. Helvetas renforcera par ailleurs ses activités dans les contextes fragiles, soit des régions où des risques politiques, économiques et sociaux font face à une faible gouvernance. Tandis que la pauvreté est en recul dans le monde entier, elle croît dans ces contextes. Enfin, Helvetas apportera son soutien dans des situations d'urgence humanitaire tout en pensant déjà à l'avenir des personnes touchées. Nous vous invitons à découvrir par vous-même nos objectifs pour les quatre prochaines années – et les motifs de notre engagement! -RVE

Vous pouvez commander la Stratégie à l'adresse redaktion@helvetas.org



Impressum

Journal d'Helvetas pour les membres et les donateur·trices, 1/2025 (mars), 65^e année, n° 259. Paraît quatre fois par an (mars, mai, août, décembre) en français et en allemand. Abonnement annuel CHF 30.– inclus dans la cotisation des membres.

Éditeur: HELVETAS Swiss Intercooperation, Weinbergstrasse 22a, 8021 Zurich, tél. 044 368 65 00, info@helvetas.org, helvetas.org
Bureau Suisse romande, 106 route de Ferney, 1202 Genève, tél. 021 804 58 00, romandie@helvetas.org, IBAN: CH42 0900 0000 1000 1133 7

Rédaction: Madlaina Lippuner (MLI), Rebecca Vermot (responsable, RVE)

Sigle des contributeur·trices: Patrik Berlinger (PBE)

Rédaction images: Andrea Peterhans

Édition française: Iris Nyffenegger (INY)

Traduction: Christine Mattle (Édito p. 2; p. 7-11; p. 12-18 sauf début Focus; p. 20-21 sauf annonce; Météo du dev. p. 22; texte hôtel p. 23)

Graphisme: Nadine Unterharrer

Mise en page de cette édition: Marco Knobel

Correction: Nadja Marusic, Textmania, Zurich

Impression: Imprimerie Kyburz, Dielsdorf

Papier: Perlentop Satin

CONCOURS

Répondez aux questions liées à ce numéro de «Partenaires» et gagnez.

1 Quel est le nom de la personne qui s'est rendue en Ukraine pour un reportage sur les écolier·ères pour Helvetas?

2 Pour quel droit humain Pedro Arrojo-Agudo est-il rapporteur spécial de l'ONU?

3 Dans quelle ville au Niger y a-t-il récemment eu de fortes inondations?

Envoyez vos réponses par courrier à Helvetas, «Concours», case postale, 8021 Zurich, ou en ligne sur helvetas.org/concours-pa.

Délaï d'envoi: 06.04.2025.

Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Tous recours juridique et paiement en espèces sont exclus. Les collaborateur·trices d'Helvetas ne peuvent pas participer. Les coordonnées indiquées peuvent être utilisées pour l'envoi d'informations sur Helvetas, les résiliations étant possibles en tout temps. Les adresses ne sont pas transmises à des tiers. La gagnante du concours du Partenaires 4/2024 est: Josette Guenot, Confignon

Prix sponsorisé:

Une nuitée pour 2 personnes dans la chambre double «Ardez» pendant la saison d'été, avec apéritif de bienvenue et petit-déjeuner alpin gourmand.

Boutique-Hotel GuardaVal
7550 Scuol
081 861 09 09
guardaval-scuol.ch

L'Engadine romantique et visionnaire
«Per nos futur» signifie «pour notre avenir» en romanche. Fort de cette devise, le romantique hôtel boutique GuardaVal, à Scuol, s'engage en faveur du maintien d'un espace de vie sain en Engadine, notamment pour les générations futures. La famille gérante s'appuie sur les 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Elle a ainsi renoncé à avoir sa propre piscine pour économiser de l'eau – objectif n° 6. Les client·es qui souhaitent se baigner peuvent se rendre gratuitement aux bains de Scuol et s'y détendre dans l'eau minérale la plus pure. De l'électricité propre est fournie par des panneaux solaires – un pas vers l'objectif n° 7. Utilisant autant que possible des ingrédients locaux et des herbes du jardin – une contribution à l'objectif n° 12, «consommation et production durables» – l'équipe de cuisine concocte des plats alpins de niveau Gault Millau. Un comité de durabilité regroupant différents membres du personnel développe constamment de nouvelles idées. L'approche locale ne fait pas oublier l'aspect global: une partie des recettes est versée à un projet d'eau potable en Ouganda ou va au Bhoutan, où des professionnel·les du tourisme reçoivent une formation – la contribution aux objectifs n° 1 et 4: «pas de pauvreté» et «éducation de qualité». Un séjour durable en tout point. -MLI/RVE



**LA PITIÉ NE DONNE
PAS ACCÈS À
L'EAU POTABLE.
HELVETAS, SI.**



Maimounatou Soulé, 25 ans, Bénin

**FAITES UN DON
POUR L'ÉGALITÉ
DES CHANCES.**



HELVETAS